

L'historien et la mémoire

Comment évolue le savoir historique ?

Le mot «**historiographie**» désigne à la fois les œuvres historiques propres à une époque et l'histoire de l'histoire, c'est-à-dire la réflexion que mènent des historiens sur l'écriture de l'histoire. Pour accomplir leur travail, les historiens sont tributaires des sources à leur disposition, de leur formation professionnelle, de la conception qu'ils ont de leur métier, du courant historiographique dans lequel ils s'inscrivent et, plus largement, de la société dans laquelle ils évoluent.

L'histoire repose donc sur une **révision régulière des connaissances en fonction** des progrès généraux de la science historique, de l'accessibilité à de nouvelles sources, et des centres d'intérêts des historiens qui, ayant parfois des approches différentes, peuvent s'opposer dans des **débats historiographiques**. Au XX^e siècle, sous l'influence de l'école des **Annales*** puis de la Nouvelle histoire*, l'histoire événementielle, qui repose sur le récit d'une succession de faits, cède progressivement la place à une **histoire-problème**, qui repose sur de nouvelles approches et de nouveaux outils.

De l'histoire-récit à l'histoire-problème

Historien de la Révolution française, François Furet (1927-1997) est proche du courant historiographique de la Nouvelle histoire, qui élargit le champ de l'histoire à de nouveaux objets à partir des années 1970.

«L'histoire est fille du récit. [...] Faire de l'histoire, c'est raconter une histoire. [...] Cette histoire a été principalement – mais pas uniquement – biographique ou politique. [...] L'événement, pris en lui-même, est inintelligible. Il est comme ce caillou que je ramasse sur une plage : privé de signification. Pour qu'il en acquière une, il faut que je l'intègre à un réseau d'autres événements par rapport auxquels il va prendre un sens : c'est la fonction du récit. [...] Or, ce qui me paraît caractériser l'évolution récente de l'historiographie, c'est le recul peut-être définitif de cette forme d'histoire. [...] Il me semble que nous sommes passés, sans toujours le savoir, d'une histoire-récit à une histoire-problème. [...] L'historien [...] construit son objet d'étude en délimitant non seulement la période, l'ensemble des événements, mais aussi les problèmes posés par cette période et ces événements, et qu'il faudra résoudre. [...] L'historien qui cherche à poser et à résoudre un problème doit trouver les matériaux pertinents, les organiser et les rendre comparables, permutable, de façon à pouvoir décrire et interpréter le phénomène étudié à partir d'un certain nombre d'hypothèses conceptuelles. [...] Le prix à payer, pour cette reconversion, c'est l'éclatement de l'histoire en histoires, la renonciation de l'historien à un magistère social. Mais le gain de connaissances mérite peut-être ces abdications : l'histoire oscillera probablement toujours entre l'art du récit, l'intelligence du concept et la rigueur des preuves.»

François Furet, *L'Atelier de l'histoire*, Flammarion, 1982.

Comment la mémoire nourrit-elle le travail de l'historien ?

De la mémoire à l'histoire

Historien du Moyen Âge, Jacques Le Goff (né en 1924) est un spécialiste de l'histoire des mentalités*.

«Un des grands acquis de l'histoire qui se renouvelle depuis cinquante ans c'est d'avoir élargi sa documentation à tout ce qui est mémoire. Au document traditionnel, histoire morte, elle a ajouté le document vivant. D'abord, grâce à l'histoire des mentalités et des sensibilités, en rendant la vie aux documents du passé, en mettant au point des méthodes plus scientifiques pour opérer une résurrection que Michelet ne confiait qu'à l'imagination, malgré sa dévotion d'archives. Ensuite, en intégrant à l'histoire la mémoire vivante, le vécu, sous la double forme des témoignages du vécu passé [...] et des témoins du vécu récent. Mais la critique des documents du vécu laisse encore à désirer. De la mémoire à l'histoire, le chemin est délicat, la transmutation parfois erronée ou illusoire. Je ne peux garantir que ma bonne foi et l'usage honnête de l'outillage encore imparfait dont je dispose.»

Jacques Le Goff, «L'appât de l'histoire», dans Pierre Nora (dir), *Essais d'égo-histoire*, Gallimard, 1987.

La mémoire s'entend d'abord dans le sens d'une faculté pour un individu de conserver et de se remémorer des connaissances. L'historien s'appuie en partie sur la mémoire individuelle des témoins pour établir les faits du passé. Il travaille ainsi sur des témoignages oraux ou écrits et il les confronte aux autres sources dont il dispose.

La mémoire est également un patrimoine vivant, commun à un groupe ou à une société, dont elle assure la cohésion, notamment au travers des commémorations. Depuis les années 1970, les historiens accordent une importance croissante à l'étude de ces mémoires collectives. Ils s'attachent à en écrire l'histoire, notamment à partir de l'étude de «**lieux de mémoire**» topographiques (archives, bibliothèques, musées), monumentaux, symboliques (commémorations), ou fonctionnels (manuels scolaires, associations).

Quels rapports entretiennent la mémoire et l'histoire ?

A priori, tout semble rapprocher la mémoire et l'histoire. En effet, les historiens ont longtemps contribué à l'élaboration de la mémoire des groupes qu'ils ont étudiés, et ils ont participé à l'élaboration d'une **conscience historique**, voire de mythes fondateurs. L'histoire a ainsi eu un rôle essentiel dans la construction de la mémoire nationale en France.

Toutefois, ce rapport entre mémoire et histoire est inversé depuis la du XX^e siècle par la prolifération rapide de «**mémoires collectives**» plurielles et éclatées (socio-professionnelles, religieuses, ethnohistoriques, etc.), souvent promues par des associations qui défendent des mémoires particulières. Dès lors, les historiens se trouvent souvent dans la situation de devoir opposer leur démarche critique à des groupes sociaux qui interprètent le passé en fonction de leurs propres attentes.

Tout oppose mémoire et histoire

Historien proche de la Nouvelle histoire*, académicien, Pierre Nora a consacré l'essentiel de ses travaux aux rapports entre la mémoire et l'histoire.

«Mémoire, histoire : loin d'être synonymes, [...] tout les oppose. La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et, à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'oubli, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptibles de longues latences et de soudaines revitalisations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel ; l'histoire une représentation du passé. Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que de détails qui la confortent ; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensible à tous les transferts, censures, écrans ou projections. L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïque, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débouche, elle prosaïse toujours. La mémoire sourd d'un groupe qu'elle soude, ce qui revient à dire [...] qu'il y a autant de mémoires que de groupes ; qu'elle est, par nature, multiple et multipliée, collective, plurielle et individualisée. L'histoire, au contraire, appartient à tous et à personne, ce qui lui donne vocation à l'universel. La mémoire s'enracine dans le concret, dans l'espace, le geste, l'image et l'objet. L'histoire ne s'attache qu'aux continuités temporelles, aux évolutions et aux rapports des choses. La mémoire est un absolu et l'histoire ne connaît que le relatif.»

Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, tome 1, *La République*, Gallimard, 1984.

Quelle est la place des mémoires en France ?



La mémoire des guerres

Inhumation du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe à Paris le 28 janvier 1921, en présence des autorités, dont le ministre de la Guerre L. Barthou.

L'inhumation dans un lieu symbolique d'un soldat français inconnu, tombé pendant les combats, crée un symbole et vise à maintenir vivant le souvenir de la guerre. Cette forme de célébration a été imitée dans d'autres pays, et la «**flamme éternelle**» allumée en 1923 sur cette tombe est toujours entretenue aujourd'hui.

La fin du XX^e siècle apparaît en France, selon l'expression de Pierre Nora, comme un «**moment-mémoire**» : la demande sociale se conjugue à l'actualité médiatique, judiciaire et politique pour demander aux historiens une expertise scientifique du passé. Au début des années 1990, l'expression «**devoir de mémoire**» apparaît même pour désigner le devoir moral des États d'entretenir par des célébrations officielles le souvenir des souffrances endurées par certaines catégories de la population. Ce devoir de mémoire, qui s'oppose à la tentation de l'oubli, débouche parfois sur des lois **mémorielles**, qui provoquent de vifs débats parmi les historiens. La **mémoire des guerres** est emblématique des évolutions du travail de mémoire de la société française.